

III. *Opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)15<sup>de</sup> ZITTING.

ZITTING VAN WOENSDAG 15 DECEMBER 1819. (1)

(GEOPEND TEN 1 URE.)

Ingekomen: Boekwerk; — Beraadslaging over en aanneming van het wets-ontwerp betreffende de opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken.

Voorzitter, de heer **van Markel Bouwer**.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 84 leden, te weten, de heeren:

Hennequin, Moeus, Cornet de Grez, Maréchal, de Snellinck, Tinant, Angillis, van de Male de Nijs, van Heyden Reynestein, Troije, Liefmans, Serruys, van Hees, Metelerkamp, Tack, de Vielleuze, Bijleveld, Kemper, Dotrengé, van Heerdt tot Eversberg, Pestere van Cattenbroek, du Bus, A. J. J. H. Verheijen, Faber, van Utenhove van Heemstede, Goelens, van Sytzama, Collot d'Escury van Heinenoord, de Moreau de Bioul, Fabry Longrée, Camper, de Jonge, Collard, Trentesaux, Geradon, A. G. Verheijen, van de Poll, van Tuyll van Serooskerken van Heeze en Leende, Sandberg van Essenburg, van Lochteren Stakebrand, de Leonaerds d'Achel, Duvelaer van de Spiegel, van den Hove, Huyssen van Kattendyke, Duchastel, Ingenhousz, Reyphins, van der Kemp, van Kessel, Huytens Kerremans, Della Faille d'Huyse, de Langhe, de Melotte d'Envoz, de Serret, Gendebien, Lycklama à Nijeholt, Cuypers, de Hemricourt de Ramioul, Pijcke, Estrix, van Aefferden, van Wassenaer Pancras, van Suchtelen tot de Haere, Dedel, van Heeckeren tot Kell, Membrède, Geelhand della Faille, Surmont de Volsberghe, van Bommel, Vilain XIII, van Randwijck van Rossem, Carbasius Bzn., de Stockhem, Jarges, Dumont, van Eysinga, Groeninx van Zoelen van Ridderkerk, van Lijnden van Hoevelaken, Clifford, Rosier, Fontein Verschuier, de Moor, van Alphen en van Toulon.

De notulen van het verhandelde in de vorige vergadering worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is zamengesteld, uit: 1°. de *Officiële Notulen* van het gebeurde op dezen dag; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 296; 3°. *Journal Général des Pays-Bas* n°. 444; 4°. *Mercure d'Anvers* n°. 350; 5°. *Journal de la Belgique* n°. 352; 6°. *Journal constitutionnel, commercial et littéraire de la province d'Anvers* n°. 353; 7°. *Gazette de Liège* n°. 2099.

De **Voorzitter** deelt mede dat is ingekomen, van wege den heer Piek van Langen, te Schoonhoven:

een exemplaar van het Bijvoegsel tot het Staatsblad, en Journal Officiël van het Koninkrijk der Nederlanden, I, 2.

Dit werk, van welks inzending melding zal worden gemaakt in de notulen van het gebeurde in deze zitting, zal worden geplaatst in de boekerij der Kamer.

Aan de orde is de beraadslaging over het WETS-ONTWERP BETREFFENDE DE OPHEFFING VAN HET HOOG-GEREGETSHOF VAN FINANCIËN EN ZEEZAKEN.

Die beraadslaging wordt geopend. (1)

**M. Liefmans** (2): Le projet de loi sur la suppression de la Haute-Cour des Finances et des Affaires maritimes offre une nouvelle preuve de la sollicitude de notre auguste Souverain, à mettre successivement toutes nos institutions en harmonie avec la Loi fondamentale. Livrons-nous à l'espoir, Nobles et Puissants Seigneurs, que Sa Majesté, guidée par les mêmes sentiments, nous présentera bientôt le projet de loi concernant l'organisation de la Haute-Cour nationale, dont la création est si vivement sollicitée de toutes parts.

La suppression de la Haute-Cour des Finances étant donc virtuellement indiquée par la Loi fondamentale, qui ne reconnaît pas cette juridiction spéciale, et présentant pour résultat l'introduction d'une économie pour le trésor public, d'une somme annuelle assez considérable, le projet de loi que nous discutons en ce moment, recevra sans doute l'assentiment unanime de Vos Nobles Puissances, comme il a déjà obtenu préparatoirement celui des Sections.

Lors de l'examen du premier projet de loi, quelques Sections avaient manifesté le désir, que l'on conservât aux intéressés, par des dispositions expresses, le recours en révision contre les arrêts rendus par la Haute-Cour, à l'époque de sa suppression, recours que leur donne la loi du 4 Janvier 1814; que l'on réglât d'une manière certaine les formalités à observer pour la poursuite des affaires, alors pendantes en révision, et qu'enfin l'on indiquât positivement devant quelle autorité judiciaire les affaires pendantes en révision et les pouvoirs contre les arrêts seraient portés.

Le nouveau projet de loi, par son article 2, satisfait aux vœux des Sections.

Cependant la rédaction de cet article a donné lieu à quelques observations, que j'ai faites dans ma Section, et que j'ose reproduire dans cette séance.

L'article 2 porte:

« Les causes en révision qui seront pendantes devant la Haute-Cour des Finances et des Affaires maritimes, ainsi que les arrêts de la Cour, existants à la dite époque, contre lesquels les parties auraient la faculté de se pourvoir en révision, pourront, sur une simple citation, être poursuivis en appel devant la Cour Supérieure de justice séant à la Haye, ultérieurement dans le délai de trois mois, à partir du premier Janvier 1820. »

D'après le texte formel de cet article une simple citation suffira pour interjeter appel d'un arrêt, comme pour donner suite à une affaire pendante.

Mais, Nobles et Puissants Seigneurs, en simplifiant indistinctement la procédure, ne tomberons-nous pas dans l'erreur?

Qu'une affaire pendante, pour l'introduction de laquelle les formalités substantielles ont été remplies, se poursuive devant un autre juge par simple citation, cela est dans l'ordre des choses; mais permettre qu'au moyen d'une simple citation l'on ouvre une nouvelle instance, comme est celle en révision ou en appel, c'est déroger, ce me semble, sans motifs, aux principes généraux de procédure.

Le code de procédure, actuellement en vigueur, soumet tout exploit introductif d'instance, et tout acte d'appel, qui est aussi un exploit introductif d'instance, à certaines formalités essentielles; or je ne vois pas de raison pour soustraire les pourvois qui

(1) De beraadslaging over het wets-ontwerp betreffende de opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken werd in het Fransch gehouden. De *Nederlandsche Staats-Courant* heeft van de bij deze gelegenheid gehouden redevoeringen niets medegedeeld.

(2) Zie *Journal Général des Pays-Bas* n°. 446; *Mercure d'Anvers* n°. 353; *Gazette de Liège* n°. 3001; le *Vrai Libéral* n°. 356, die deze rede in haar geheel bevatten.

III. *Opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

seraient exercés contre un arrêt de la Haute-Cour des Finances postérieurement à sa suppression, à ces mêmes formalités.

Il me paraît qu'en rangeant les causes, qui étaient de la compétence de la Haute-Cour des Finances, dans la classe de celles dont la connaissance appartient aux juges ordinaires, il est conséquent d'adopter pour l'introduction des unes les formes prescrites pour celle des autres.

Ce principe, consacré par l'art. 1 du projet pour les affaires à intenter en première instance, devrait être maintenu aussi pour les pourvois en appel.

Une deuxième observation porte sur le délai de trois mois, pendant lequel, aux termes de l'art. 2, la poursuite des affaires pendantes ainsi que les appels devront avoir lieu.

D'abord il me semble, que, pour la poursuite des affaires pendantes, il est inutile de fixer un délai quelconque; la partie la plus diligente pourra toujours exercer cette poursuite, et à défaut de poursuite pendant le terme de trois ans, la péremption d'instance sera acquise et devra être adjugée à la partie défenderesse qui la demandera.

A l'égard des pourvois à exercer, le délai de trois mois, est le délai ordinaire pour les appels; mais dans les circonstances conviennent-ils de réduire le délai fixé par la loi du 4 Janvier 1814?

Je conviens que la faculté de modifier les délais, accordés pour l'exercice d'un droit ou la poursuite d'une action, appartient au législateur, sans que l'on puisse taxer la loi qu'elle porte de rétroactivité. Les annales de la législation nous offrent plusieurs exemples de l'usage de cette faculté; mais la réduction des délais fixés par une loi précédente ne peut jamais avoir lieu que lorsque les droits des intéressés sont moralement garantis.

La Haute-Cour des Finances a eu à juger des affaires maritimes; plusieurs de ces affaires ont pu concerner des marins, qui, après un arrêt prononcé contre eux, se reposant sur le délai accordé par la loi du 11 Janvier 1811, ont peut-être entrepris un voyage de long cours. De retour dans leurs foyers, ils se verront, contre leur attente, déchus par la loi, de leur recours en révision; ne sera-ce pas consacrer une injustice à leur égard?

Maintenant je me fais une autre question; je me demande si le délai de trois mois est absolu ou relatif, ou, pour m'expliquer plus clairement, s'il est applicable tant à ceux qui, au 1er Janvier 1820, n'auront plus qu'un reste du délai, accordé par la loi du 4 Janvier, et qui sera moindre que trois mois, qu'à ceux qui, à cette époque, d'après la dite loi du 4 Janvier, auraient encore joui d'un terme plus long que de celui de trois mois.

Voilà ce que l'art. 2 du projet n'explique pas positivement, et c'est cependant ce qu'il devrait décider, pour ne pas donner lieu à des contestations qui pourraient naître de ce doute.

D'après ces observations, il serait à désirer que l'art. 2 du projet fût rédigé de la manière suivante:

« Les causes pendantes en révision devant la Haute-Cour des Finances et des Affaires maritimes à l'époque de sa suppression, seront poursuivies sur simple citation, à la requête de la partie la plus diligente, devant la Cour Supérieure de Justice, séant à la Haye, où seront aussi portés en appel, dans les formes ordinaires, les pourvois à exercer contre les arrêts rendus par la dite Cour des Finances, et ce dans le délai qui restera encore à écouler d'après les dispositions de la loi du 4 Janvier 1814. »

Par cette rédaction non-seulement on concilierait tous les intérêts, ou se conformerait aux principes généraux de procédure, et l'on ferait disparaître tout doute; mais on éviterait encore une expression impropre, qui se rencontre dans les deux textes. Je dis une expression impropre, car le verbe *poursuivre* qui frappe tant sur *arrêts* que sur *cause pendante*, peut bien s'employer à l'égard de *cause pendante*, mais non à l'égard des *arrêts*.

L'on ne poursuit pas un arrêt, on le dénonce, on en appelle. Si appel échoue, on se pourvoit contre un arrêt.

La même observation s'applique au texte Hollandais où le verbe *vervolgen* régit à la fois *de zaken*, *welke aanhangig zijn*, en *de arresten*.

Les réflexions, que je viens de soumettre à Vos Nobles Puissances, je ne les fais pas dans le dessein de combattre le projet de loi. Quel que soit l'effet qu'elles aient pu produire sur vous, je voterai pour son adoption par cela seul, que la suppression de la Haute-Cour des Finances est une conséquence de la Loi fondamentale, et que d'ailleurs elle introduit une économie pour le trésor. Je n'ai présenté ces réflexions à cette auguste Assemblée, que dans la vue d'améliorer, s'il était encore temps, la rédaction de l'article.

Toutefois, et en supposant que mes observations ne reçussent point votre approbation, j'émettrai le vœu que l'on veuille revoir la traduction Française, qui n'est pas aussi correcte que le texte national.

Dans l'art. 1, au lieu de « à dater du dernier Décembre 1819, la Haute-Cour des Finances et des Affaires maritimes est supprimée », je préférerais: « au dernier Décembre, etc., sera supprimée. »

Le déclarons du texte Français, qui ne se trouve pas dans le texte national, me paraît devoir être supprimé et remplacé par *sera*, pour ne pas changer toute la phrase.

Dans l'art. 2, au lieu de: « Les causes en révision qui seront pendantes devant la Haute-Cour, je substituerai: Les causes pendantes en révision devant la Haute-Cour. »

En faisant ces légers changements, l'on se conformera au texte national, et l'on s'exprimera plus correctement en Français.

M. Angillis se borne à quelques remarques sur le projet, qu'il envisage comme une conséquence naturelle de l'introduction de la Loi fondamentale. (1)

M. Gendebien: (2) Je me félicite de pouvoir concourir par mon suffrage au rétablissement de la compétence ordinaire des Tribunaux et des Cours du Royaume. La simplicité, la régularité, l'uniformité, doivent être les compagnes inséparables de la justice.

Lorsque la Commission réunie dans cette résidence Royale, en 1815, discutait l'art. 187 de la Loi fondamentale, plein du souvenir de l'administration équitable, soigneuse et paternelle des députations permanentes des Etats, je nourrissais la douce illusion de les voir dépositaires du pouvoir de tempérer les amendes et les autres peines correctionnelles encourues en matière de taxes et d'impositions, parce que je comptais y retrouver cette antique discipline qui concentrait étroitement le travail, la délibération et l'autorité sur les mêmes têtes, et dans les mêmes conseils. Combien j'ai été déçu! La bureaucratie, ce fruit amer et pernicieux des troubles de la France, en introduisant une scission funeste entre le travail et le pouvoir, en séparant la vérification et la critique des faits des débats et de l'action de l'autorité, a frustré ma juste attente; aussi, c'est avec une vraie satisfaction que je voterai pour rétablir l'intégrité du pouvoir judiciaire dans les magistratures promises par notre Loi fondamentale, et que mon impatience trop bien fondée n'a pas cessé, ne cessera pas de solliciter.

Je n'ai pas à redouter que la lèpre contagieuse que je viens de signaler, pénètre dans ces magistratures essentiellement austères et laborieuses, essentiellement isolées de tous aides, soit collaborateurs, soit auxiliaires. La sagesse de notre législation en préservera leurs enceintes, avec autant de sollicitude et de sévérité, que les Provinces Méridionales de l'Europe en mettent à se garantir des progrès de la fièvre jaune.

Je n'hésite pas, au surplus, de proclamer avec énergie et avec conviction, que, si cet abus qui domine malheureusement dans plusieurs branches de l'administration publique, venait à prévaloir aussi dans nos Tribunaux et dans nos Cours la justice cesserait d'être rendue avec promptitude, avec discernement, avec impartialité.

Si j'impute à la révolution de la France une calamité que nos pères n'ont pas connue, j'ai aussi à exprimer ma gratitude pour un avantage inappréciable produit par cette révolution; je veux désigner le rétablissement de la souveraineté dans la plénitude des pouvoirs et des devoirs publics; la Constitution d'un seul corps politique dans l'Etat, un pacte social franchement reconnu, défini, et solennellement proclamé; et, par une conséquence heureuse et nécessaire, l'unité de législation et de pouvoir judiciaire.

Les archiducs Albert et Isabelle, ces Princes sans reproche, en faveur de qui Philippe II avait abdiqué, ont décrété, le 12 Juillet 1611, une loi pour meilleure direction des affaires de la justice en leurs pays de par-deçà, et ont statué et ordonné (quarante-sept articles) par forme d'édit perpétuel, pour le bien public de leurs Etats et sujets. Leur mandement, qui suit ces 47 articles, est donné et adressé aux justiciers suprêmes des mêmes provinces, qui ont maintenant l'heureuse et invariable destinée de former à jamais une monarchie gouvernée par notre Roi et par ses augustes descendants: non que ces sages Princes eussent alors la domination dans toutes ces provinces, mais parce qu'ils ne désespéraient pas de parvenir à une réconciliation.

(1) Van deze rede is niets verder opgegeven gevonden. Zie het bovenstaande vermeld in l'Oracle n°. 352.

(2) Zie Journal Général des Pays-Bas n°. 146.



III. *Opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

Cet édit, qui a conservé toute son autorité, je voudrais dire, toute sa fraîcheur, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, a été rédigé et donné en Français. Ce texte original, revêtu du sceau de l'Etat, et contrasigné par le greffier Verreycken, a été adressé et publié, accompagné d'une traduction en Flamand, fidèle, soignée, authentique, et présentant, toujours et à tous égards, le même sens et la même valeur.

Ce n'était pas deux lois que ces Princes souverains décrétaient et faisaient publier pour le bien public (indivisible) de leurs Etats et sujets; mais une seule loi, en deux langues.

C'est ce qu'avait fait l'Empereur Justinien à Byzance. Celles de ses *Novelles* qu'il décrétait en Grec, sortaient de sa chancellerie avec une traduction Latine authentique, exprimant les mêmes pensées, comme le reflet du métal rend les mêmes couleurs et les mêmes dessins. Celles qu'il publiait en Latin étaient accolées aussi à une traduction légale, en langue Grecque.

L'histoire de notre jurisprudence constate, que cet édit perpétuel de 1611 a été appliqué uniformément dans tous les Tribunaux et dans toutes les Cours, nommément aux conseils de Flandre et de Brabant, où les jugements étaient rédigés et prononcés en Flamand, et aux conseils de Mons et de Malines, où la justice était rendue en Français.

Pendant près de deux siècles que cet édit général a été en vigueur, une seule difficulté est provenue des deux textes. L'art. 11 porte en Français, *ès lieux de nos provinces . . . qui ont leurs coutumes décrétees*. Le texte Flamand porte: *in de plaetsen van onze provincien . . . welke hebben heure GESTATUEERDE costuymen*.

Il s'agissait d'une disposition testamentaire dans le ressort de la coutume de Bruxelles, dont l'autorité était établie, par une pratique constante et immémoriale, par l'autorité des arrêts et la notoriété publique, sans aucune contradiction; mais qui n'avait pas été décrétée par le Duc de Brabant.

Le Conseil de Brabant, par arrêt du 5 Novembre 1618, a jugé que la coutume de Bruxelles ne pouvait pas être rangée parmi les coutumes homologuées.

Il avait sous les yeux l'art. 8 d'une interprétation législative des Archiducs Albert et Isabelle, donnée à Marimont, le 28 Novembre 1611, ainsi conçu: «Quand le texte Flamand de l'ordonnance et édit perpétuel de 1611 donnera lieu à quelque obscurité provenant de la traduction du Français, Leurs Altesses entendent, que, dans les difficultés qui proviendraient de cette source ou de cette cause, on devra se rapporter au texte donné en Français.»

En ce moment, je ne rappelle tant d'autorités et de citations que pour témoigner devant Vos Nobles Puissances combien le législateur doit être attentif et sévère à donner le même sens, les mêmes intentions, la même valeur aux deux textes de la loi, quand il statue pour une nation formée de deux sections, qui parlent des langues différentes.

Les rapports religieux de l'homme envers Dieu n'entrent pas dans le pacte social: les signes qui manifestent les pensées, et qui établissent le commerce de la vie commune, n'y entrent pas davantage. Favoriser un culte, négliger un culte, serait une injustice politique. Favoriser une langue, négliger une langue, serait le même tort.

Mais venons à l'examen des deux textes qui nous ont été lus, que nous avons étudiés, et sur lesquels j'estime que nous devons appliquer notre participation aux lois du Royaume.

Combien il s'en faut que le texte Français soit la ressemblance et l'image fidèle du texte Hollandais! Le texte Hollandais énonce les motifs de la loi proposée avec clarté et simplicité: «Ayant pris en considération que, par le renvoi au juge ordinaire des

contestations et des contraventions en matière de droits d'entrée et de sortie, ensemble des droits indirects et autres impositions, les principales raisons qui avaient conduit à l'établissement d'une Haute-Cour... à la Haye, sont venues à cesser.» Au lieu de cette traduction conforme au Hollandais, je lis: «En matière de droit d'entrée et de sortie et d'impositions indirectes et autres, les causes qui ont motivé l'établissement d'une Haute-Cour ont cessé d'exister.»

Le texte Hollandais de l'article premier présente sèchement à la vérité, mais exactement: «La Haute-Cour sera supprimée en même temps que le 31 Décembre 1819 expirera. Ses attributions rentreront dans les pouvoirs de juge ordinaire, en même temps que commencera l'année 1820.»

Ces dispositions si précises, sont rendues, dans le texte Français, comme il suit: «A dater du dernier Décembre 1819 la Haute-Cour... est supprimée.»

«A dater du 1er Janvier 1820, la connaissance des causes qui ont été du ressort de la dite Haute-Cour... passera aux Tribunaux ordinaires.»

L'article 2 statue que les procédures qui, au 31 Décembre seraient pendantes devant cette Cour en instance d'appel (nommée improprement de révision); les jugements de la même Cour susceptibles d'appel, et dont le délai pour appeler ne serait pas écoulé à la même époque, devront être portés devant la Cour Suprême de Justice siégeant à la Haye, au plus tard dans le délai de trois mois, à compter du premier Janvier 1820. Le texte Français supprime la disposition au plus tard, et la remplace par le mot vide de sens, ultérieurement.

Si ces divergences des deux textes sont déjà graves et choquantes dans une loi de deux articles, adressée pour ainsi dire aux juges et aux avocats exclusivement, dans une matière où tout est déterminé par la nature même de la chose; où chacun peut définir toute l'étendue des dispositions, par cela seul qu'il sait de quoi il s'agit, combien elles seraient funestes dans des lois volumineuses adressées à tous les sujets du Roi, formant pour tous des droits ou des devoirs, des conventions légales, des engagements tacites, mais obligatoires aussi étroitement que s'ils avaient été conçus et énoncés expressément par les parties!

Le terme de trois mois est fixé et accordé indistinctement à tous; ainsi aux plaideurs, qui au 31 Décembre n'avaient eu que dix jours, et à ceux qui, à la même époque, auraient eu encore le terme d'un an ou plus. En cela le législateur n'outre-passe pas son pouvoir. Dans tous passages d'une compétence à une autre, de semblables dispositions transitoires sont nécessaires. Les droits acquis sont seuls inviolables; mais, tandis que des délais courent, le législateur peut les proroger ou les restreindre pour le bien de la justice et la garantie des intéressés. C'est ainsi que les instances pendantes au chef-lieu de Mons et au grand Conseil de Malines, qui n'admettaient pas la péremption, ont été assujetties à cette prescription spéciale par les lois, qui ont transféré les compétences de ces Cours. C'est ainsi que, par des lois analogues, les délais d'appel ou de pourvoi, qui étaient sur le point d'expirer, ont reçu une prolongation convenable.

Niemand meer het woord vragende, wordt de beraadslaging gesloten, en het wets-ontwerp betreffende de opheffing van het Hoog-Geregtshof van Financiën en Zeezaken, in stemming gebracht, met algemeene stemmen aangenomen.

De zitting wordt daarna gesloten.